

apl

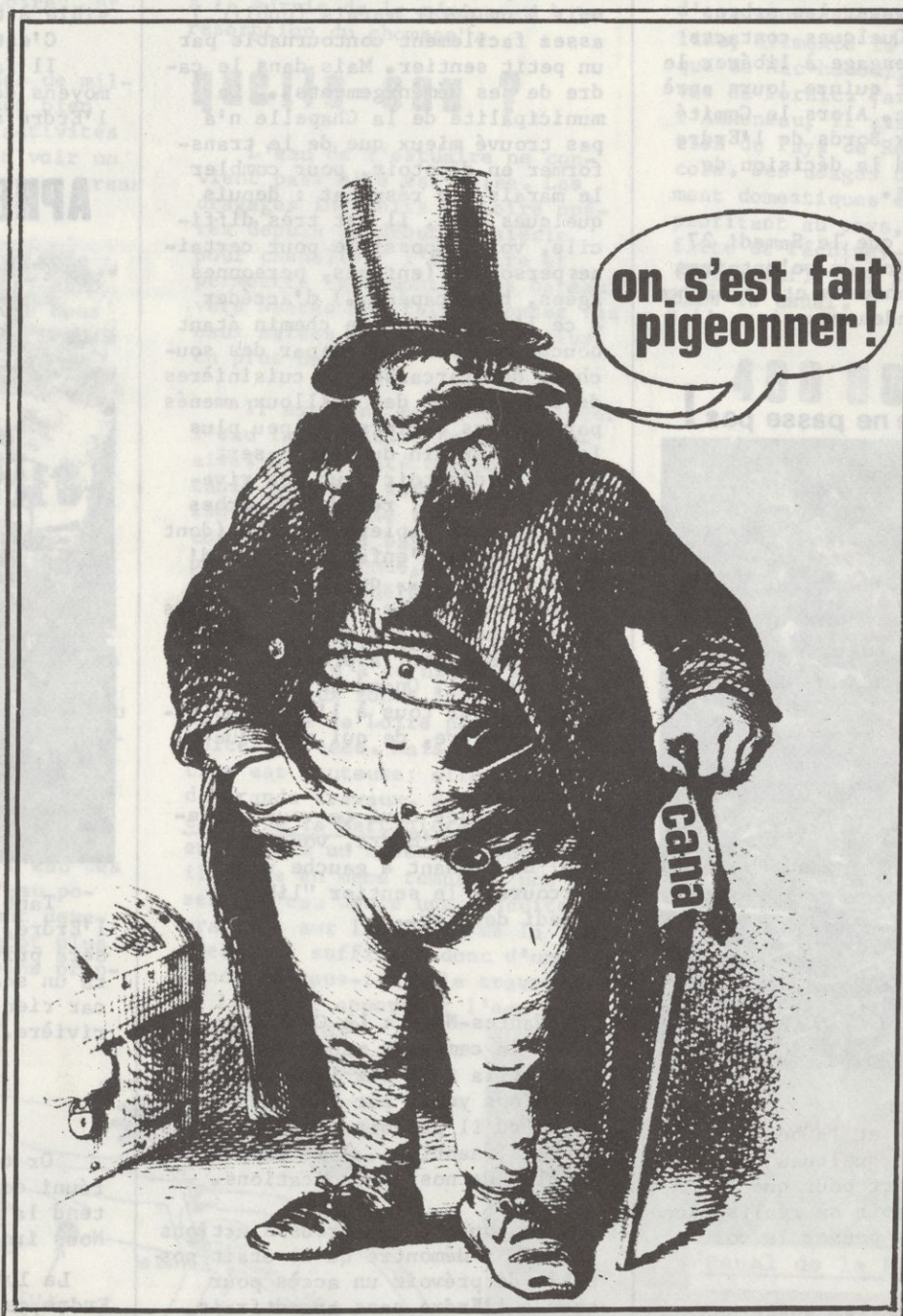
**INFORMATIONS
REGIONALES
HEBDO**

n° 34 / 6 Juin

dir. B.Lambert

2F 50

VOL DE BÉTAIL À ANCENIS



LA C.A.N.A. RIT JAUNE

LA JOURNEE DE L'ARBRE ...

Il était une fois deux arbres qui au bénéfice d'une tempête s'étaient abattus près du Bignon à la Chapelle sur Erdre, interdisant tout passage sur le sentier longeant l'Erdre.

Depuis 2 ou 3 ans le propriétaire du terrain accepte le passage des promeneurs (paut-être sous la pression populaire!).

Nous constatons son jeu d'empressément à dégager les arbres du sentier.... Quelques contacts ont lieu. Il s'engage à libérer le passage. En fait quinze jours après il n'en est rien. Alors le Comité pour l'Accès aux Bords de l'Erdre (C.A.B.E.) prend la décision de passer aux actes.

C'est ainsi que le Samedi 27 Mai, une trentaine de volontaires armés de tronçonneuses et de haches se donnaient rendez-vous vers 14 h 30 au lieu dit.

AVANT... on ne passe pas !



Dans la joie et la bonne humeur, il fallait quelques heures et un peu d'effort pour que le travail puisse voir sa réalisation. Le résultat vous pouvez le voir sur les photos.

Alors pourquoi se substituer aux propriétaires ?

C'est un peu gênant, il est vrai de travailler pour les propriétaires de l'Erdre.... Cette solution n'est sans doute pas à généraliser. Mais il est nécessaire que de temps à autre les bourgeois de l'Erdre sachent que le

CABE existe et qu'il est vigilant sur ce qui se passe. Et ça ils n'apprécient pas!

Si vous voulez profiter de ce petit coin charmant, n'hésitez pas... Rendez-vous à la Chapelle sur Erdre par la D 39. A la Chénaie, prenez la route du Bignon. Vous arriverez à un chemin. N'ayez pas peur, ce n'est pas la nouvelle décharge publique de la Chapelle.

Le petit chemin du Bignon menait à un petit marais (public) assez facilement contournable par un petit sentier. Mais dans le cadre de ses déménagements... La municipalité de la Chapelle n'a pas trouvé mieux que de le transformer en dépôt, pour combler le marais. Le résultat : depuis quelques mois, il est très difficile, voir impossible pour certaines personnes (enfants, personnes âgées, handicapés...) d'accéder à ce lieu public! le chemin étant bouché dès son entrée par des souches, des carcasses de cuisinières de la terre et des cailloux amenés par camions entiers. Un peu plus loin le terrain du Bignon sert aussi de dépôt pour les riverains du coin : résidus d'herbes de pelouses, papiers divers. (dont deux cahiers d'enfants au nom d'Eve et Astrid... que nous avons pu relever sur le tas, et que nous transmettons à qui de droit pour faire respecter la propreté de ce lieu public). Quand on dit que l'accès pour tous à l'Erdre polluera la rivière, de qui se moque-t-on?

Si malgré tout ça vous parvenez jusqu'à l'Erdre, vous êtes bon! En prenant à gauche vous parcourrez le sentier "libéré" samedi dernier..

POS Nantes-Nord : Le CABE s'associe à la campagne menée par le GANN et la CSCV sur le Contre-POS qui à nos yeux, par les aménagements qu'il prévoit (espaces verts publics, sentier...) se rapproche le plus de nos revendications.

Au cours de nombreuses actions le CABE a démontré qu'il était possible de prévoir un accès pour tous à l'Erdre sans grands frais.

Nous encourageons tout le monde, nantais ou non (nous sommes tous concernés... l'Erdre est une richesse naturelle commune...) à soutenir l'enquête d'Utilité publique. Il faut aller là où se déroule l'enquête jusqu'au 12 Juin (voir APL n°31) pour écrire sur les registres.

Par ailleurs le CABE a demandé rendez-vous à la municipalité de Nantes pour discuter de l'Erdre.

Il est peut-être judicieux de rappeler de que Alain Chenard confiait à l'APL entre les deux tours des élections municipales de 1977

"Notre volonté à l'intérieur du syndicat intercommunal des rives de l'Erdre sera de reprendre en main le dossier pour pouvoir faire que l'Erdre soit accessible à tous.

C'est la priorité des priorités

Il faudra qu'on se donne les moyens de rendre les bords de l'Erdre à tous...

APRES ... on passe !



Tant qu'il y aura un coin de l'Erdre, un accès à l'Erdre qui sera privatisé, pour nous, ce sera un scandale qui se maintiendra car rien n'est plus public qu'une rivière."

(APL n°178 du 14 Mars 1977)

Or ce syndicat ne s'est pas réuni depuis Février 1977! Qu'attend la municipalité de Nantes? Nous irons lui demander.

La lutte sur les Bords de l'Erdre, ça continue... N'attendez pas les manifs pour y aller. Un peu partout, des accès sont possibles. Il faut les utiliser! C'est le meilleur soutien que le CABE puisse attendre.

A suivre...

Correspondant APL-CABE.

PAYS de RETZ : INDUSTRIE et NUCLÉAIRE

CONTRE L'EAU

Le Pays de Retz. Il avait une vocation agricole et touristique. On lui donne maintenant une vocation industrielle.

Dans la chimie, au sein du "complexe de la Basse-Loire", et dans le nucléaire...

De plus, des dizaines de milliers d'hectares risquent bien d'être perdus pour les activités traditionnelles. Va-t-on voir un jour la vallée de l'Acheneau transformée en lac artificiel ?

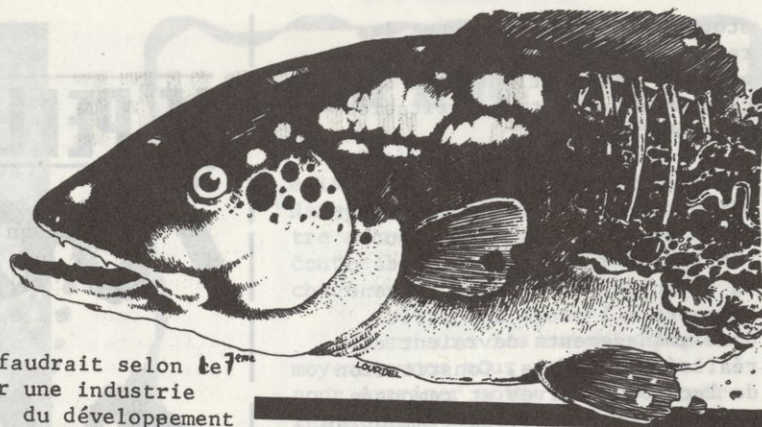
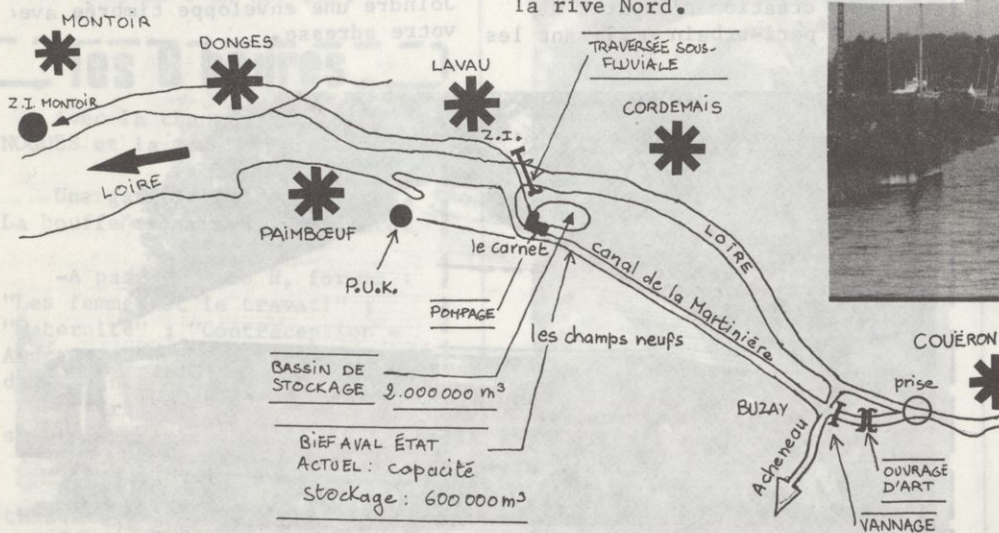
C'est la question que pose Ecologie 44 (Pays de Retz) dans son dernier bulletin. Elle nous propose une lecture attentive du très technocratique "projet d'eaux industrielles en Basse-Loire

extraits : LES INDUSTRIES ONT SOIF ...

Les industriels sont gros consommateurs d'eau. Ils prennent les 3/4 de l'eau utilisée en France

Mais pas n'importe quelle eau de l'eau propre. L'eau de mer attaque les canalisations, la boue les encrasse, l'eau polluée contrarie les réactions chimiques.

Après avoir utilisé l'eau des nappes phréatiques et l'eau potable, ces ressources sont devenues rares, chères (bientôt plus que le pétrole) et... moins propres.



LE CANAL DE LA MARTINIÈRE

Réserve d'eau douce du Pays de Retz, il assure un niveau d'eau convenable au Lac de Grandlieu, alimente la nappe phréatique de Mac-hecou, et les réserves de Pornic. Par le bassin de l'Acheneau, il assure l'alimentation du Pays de Retz en eau agricole. Des usages donc essentiellement domestiques et agricoles, profitant au pays, exception faite de Pêchiney-Ugine-Kuhlmann (Paimboeuf), qui puise son eau dans le canal.

400 000 m³ ?

Il s'agirait d'arriver à ce chiffre en trois étapes. Une première tranche de travaux fournirait 30 000 m³/jour. Clients éventuels: Donges, Gardilore et Grande Paroisse pour la Rive Nord P.U.K. Paimboeuf pour la rive sud. Quelques remarques s'imposent. Le projet, à son premier stade, n'apporte aucune perspective nouvelle de développement et d'emploi pour le Pays de Retz. Il s'agit avant tout d'amener l'eau sur la zone Nord-Loire.

Cette première tranche nécessiterait divers aménagements, dont une station de pompage et une réserve d'eau douce de 2 millions de m³.



canal de la Martinière

Dans un 2ème temps, on atteindrait le chiffre de 70 000 m³/jour. Pour y arriver, on construirait une seconde station de pompage.

L'objectif grandiose de la 3ème tranche serait d'arriver à 400 000 m³/jour... D'où nécessité d'augmenter considérablement les

stockages. Comme le disent les revues officielles: "pour de très grandes consommations, les stockages deviennent de véritables lacs".

Il semble bien qu'à moins d'inonder d'immenses régions agricoles pour stocker l'eau douce l'hiver et la restituer l'été où la salinité de la Loire la rend impropre à l'usage industriel, deux aménagements devraient être réalisés à la fois. Constitution de lacs de réserves et remontée de la prise d'eau vers l'amont au niveau d'Indret.

eaux industrielles ou nucléaires

En résumé, on se propose de passer de 30 000 m³ "maximum des besoins actuels", à 400 000 m³ "ultérieurement si nécessaire". La première tranche, dont se passent d'ailleurs fort bien pour l'instant Donges, Gardiloin et Grande Paroisse, ne constitue qu'à peine le 1/13^{ème} de ce qui est en projet.

Par contre la centrale nucléaire du Pellerin aurait besoin d'importantes quantités d'eau

propres (de l'ordre de 175 000 à 260 000 m³/jour). C'est donc une très grande partie des bénéfices du projets qui seraient engloutis par la centrale.

Et ce n'est pas tout. Une usine d'enrichissement d'uranium est d'ores et déjà envisagée à Lavau, sur la rive Nord... Elle engloutirait d'ailleurs la quasi-totalité de l'électricité produite au Pellerin. Cette usine serait le point de départ de l'équipement nucléaire de la Basse Loire dont elle fournirait le combustible. Elle aussi aura besoin d'eau.

Encore mieux. Une usine de retraitement de "déchets industriels" en provenance de la centrale du Pellerin, serait projetée. Elle aussi aura besoin d'eau... Pour cette politique d'"eau industrielle", ce seraient au total des dizaines de milliers d'hectares perdus pour les activités traditionnelles.

Car c'est bien là le fond du problème: va-t-on laisser dilapider, pour des intérêts qui ne sont pas ceux du Pays de Retz, les richesses naturelles qu'il possède? Cette politique ne crée pas d'emploi. Bien plus, elle jette au chômage, sans même les faire passer par l'usine, les agriculteurs et les pêcheurs, mais aussi les artisans et les commerçants. C'est la désertification de cette région qui est en jeu.

LE PELLERIN: zone verte

VACANCES Tous convs

Après avoir pris contact avec les représentants des municipalités du PELLERIN et de CHEIX en RETZ, et les agriculteurs, propriétaires et exploitants, le Comité de Défense de l'Environnement du Pellerin-Cheix, met à la disposition de la population locale et de tous ceux désireux de découvrir la région un "SITE DE VACANCES".

Le "SITE DE VACANCES" se situe à 20 km au Sud Ouest de Nantes, sur les communes de Cheix-en-Retz et du PELLERIN, entre le Canal de la Martinière et la Rivière de l'Acheneau. C'est essentiellement une région de pêche, d'élevage, et de vigne. Elle est la coupure verte entre les villes industrielles du bord de Loire que sont à l'Ouest, Paimboeuf et St. Nazaire, et à l'est Nantes.

L'idée de la création d'un tel "Site de Vacances" est de démontrer aux populations ainsi qu'aux Pouvoirs Publics, la nécessité d'une coupure verte entre Nantes et St. Nazaire et non pas une centrale nucléaire:

Dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération nantaise ou peut lire:

"La création d'espaces de loisirs péri-urbain utilisant les

sites prestigieux de l'Erdre, des marais de Goulaine, du Lac de Grandlieu, du Canal de la Martinière."

S.D.A.U. 7-03.73

C'est en venant passer vos vacances, ou quelques jours mêmes dans un camping mi-sauvage, mi-organisé, que cette zone verte pourra vivre.

Le temps de vacances est prévu du 13 juillet au 7 août pour cet été. Le Comité y assurera une présence quotidienne pour diverses réalisations et animations:

- Découverte de la région
- Randonnées pédestres, cyclisme, promenades en barques
- Bals
- Garderies d'enfants
- Découverte des énergies douces (visites de réalisations locales).

Pour plus amples renseignements écrire:

Comité de Défense de l'Environnement, B. P. 16,
44640 - LE PELLERIN

Joindre une enveloppe timbrée avec votre adresse.





... à nos élus :

Quel étonnement d'apprendre à la lecture de la revue n° 4 "Nantes notre ville", que ce sont entre autre les bombages des femmes contre le viol qui salissent notre chère ville.

Messieurs les notables, quels moyens avons nous actuellement pour exprimer notre révolte contre les actes d'agression qui représentent le quotidien des femmes ?

Pour nous, notre réalité n'est pas quelque chose de sale, à cacher...

C'est dans la rue que nous subissons l'agression des hommes, c'est dans la rue que nous la dénonçons.

Nous espérons que vous dissiperez vite nos interrogations en publiant cette lettre dans votre prochaine revue et en y apportant une réponse...

Des femmes de Nantes.

LETTRE OUVERTE

Lettre ouverte des groupes - femmes de Nantes aux organisations syndicales et associations familiales et populaires.

Les groupes-femmes de Nantes qui organisent le vendredi 16 Juin, de 18 H à 24 H 6 heures pour l'avortement-contraception, Maison de quartier des Dervallières, ont tenu à inviter, à cette occasion, les organisations syndicales et associations populaires à participer à cette initiative.

Nous pensons que l'axe central retenu - 6 heures pour la contraception et l'avortement -, répondant à la fois à l'actualité locale (ouverture d'un second centre sur Nantes) et à la nécessité d'un débat national d'ici 79 (date de réexamen par le Parlement de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse), permet aux organisations de s'inscrire dans une telle initiative en affirmant leur soutien à un tel axe.

C'est pourquoi, lors des forums portant sur tous les problèmes auxquels sont confrontées les femmes et sur lesquels elles luttent qu'aujourd'hui, vous pourrez exposer votre point de vue et, si vous le désirez, disposer d'un temps de parole dans le cadre du meeting. Vous voudrez bien nous le faire savoir dans votre réponse.

femmes



Convaincues que rassembler, à cette occasion, tous ceux et toutes celles qui luttent aujourd'hui contre ce pouvoir et contre la situation qu'il réserve aux femmes est un gage de victoire pour notre action, nous comptons sur votre présence active aux forums et au meeting.

Salutations Féministes.

Groupe-femmes Avortement
contraception
Groupe-femmes Etudiant
Groupe-femmes Maternité
Femmes Travailleuses en
lutte
Groupe-femmes Nantes-Nord
Groupe-femmes Santé.

adressé à :

CGT. CGCV. CHOISIR. CFDT. LIGUE
DES DROITS DE L'HOMME. FEN. FO.
PLANNING FAMILIAL. UFCV. SYNDICAT
DE LA MEDECINE GENERALE. UNEF.



Les 6 heures

Avec la chanteuse KRISTEN NOGUES et la troupe La Carmagnole

Une garderie est organisée. La bouffe est prévue sur place.

-A partir de 18 H, forums :
"Les femmes et le travail" ;
"Maternité" ; "Contraception-
Avortement - Sexualité" ; "Garde
des enfants et projet GAMIN"
- vers 19 H 30 : chansons,
sketchs, théâtre
- vers 21 H ; Meeting
- fin de soirée : chansons,
théâtre...
Entrée 5 Frs minimum.

...NAITRE AUX LILAS...



Une cinquantaine de personnes se sont retrouvées à l'initiative d'un groupe de femmes de St Philbert dans le cadre du ciné-club pour voir et discuter du problème de la naissance sans violence.

Le but du film était de montrer qu'il est possible de rendre une naissance moins difficile pour l'enfant et la femme, en tenant compte de certaines conditions : atmosphère intime et détendue, présence active du père, aide affectueuse du personnel hospitalier, douceur de l'environnement où arrive le bébé (calme - pénombre - contact avec le corps de la mère - caresses - bain).

LE DEBAT

Ce film a provoqué un débat où il est apparu que nombre de maternités ne répondaient pas à ce désir des femmes de vivre la naissance :

Les maternités sont trop assimilées aux hôpitaux. La femme qui accouche devient alors une malade c'est-à-dire un être inferiorisé par le personnel hospitalier et dépendant de lui. Elle devient propriété de l'hôpital : on la dépouille de son enfant et d'elle-même. Elle devient un être infantile comme si on tenait à l'assimiler à son bébé. Il n'est plus question ici de "femme" mais seulement de "petite maman". Son corps perd toute son unité pour ne devenir qu'un corps de mère, stérilisé comme tout le reste de l'hôpital.

Nous avons la sensation d'être femmes et enfant, des objets rentables plus que des êtres humains avec leurs désirs propres :

- on ne tient pas toujours compte du rythme naturel de l'accouchement (c'est si facile d'accélérer les contractions quand un match à la TV attend l'accoucheur !)
- la femme est exposée dans la salle d'accouchement aux regards de tous ceux qui passent

- on moralise la façon d'accoucher : il y a la bonne et la mauvaise (la femme qui crie accouche mal)

- on soumet tous les bébés aux mêmes rythmes de sommeil, de tétées.

- les bruits, portes qui claquent, sont choses courantes

- il est peut-être utile de rappeler que si pour médecins, sages-femmes, infirmières, l'accouchement fait partie de la routine quotidienne, pour chaque femme que entre dans une maternité c'est un événement extraordinaire et bouleversant.

Les maternités devraient devenir des lieux de vie et non des lieux médicaux.

Pour cela, nous proposons :

- de ne plus être considérées comme des malades. Il n'est pas utile de passer ses journées, de prendre ses repas au lit.

- d'avoir la possibilité de s'occuper de son enfant. Les femmes peuvent se prendre en charge les unes les autres pour s'occuper des bébés (toilette, repas); celles qui ont de l'expérience aident celles qui n'en ont pas. Le rôle du personnel hospitalier serait alors d'aider et non de prendre en charge femmes et enfants.

- si des restaurants, cafétérias, bibliothèques étaient aménagés, les maternités deviendraient des lieux de repos, de rencontres de réflexion. Les femmes n'en sortiraient pas démunies, fragiles, angoissées, comme c'est trop souvent le cas.

Soirée-débat à St Philbert de Grand Lieu autour du film : "Naitre aux Lilas" (on peut se procurer ce film au relai vidéo-femmes à Nantes)

- la venue d'un nouveau-né est souvent difficile à vivre pour les aînés. Le travail que font les parents pour rendre le choc moins important serait plus efficace si les frères et sœurs avaient la possibilité de participer à la



venue de ce bébé.

Nous savons aussi qu'il est illusoire de créer des conditions meilleures dans les maternités tant que tout ne sera pas fait pour que nous ayons des enfants quand nous le désirons. Ne pas désirer son enfant veut dire que la grossesse comme l'accouchement ne seront que des épreuves dont il faut se débarrasser au plus vite au lieu d'être la période de profonde jouissance à laquelle nous avons le droit.

Tout en étant conscientes qu'il faut repenser les structures et que rien de fondamental dans les maternités ne changera tant qu'il n'y aura pas un bouleversement global, nous pensons qu'il nous appartient d'imposer nos désirs pour que quelque chose change.

Correspondance APL



PAR DELA LE BIEN...

ou : les méfaits du papier calque.

... ET LE MAL !

Durant les deux dernières réunions de l'APL, les problèmes de la violence et du viol furent soulevés à l'occasion d'un fait bien précis. Nous avons ressenti un certain "malaise" que nous n'avons pu exprimer et que nous nous sentons maintenant en mesure d'expliquer. Pour cela, il nous a paru utile de revenir sur les problèmes traités (et sur la façon dont ils le furent) lors de ces deux réu-



nions, puis d'exposer notre avis sur les textes d'un certain groupe de femmes parus dans l'APL.

Lors de la première réunion, était posé le problème de publier un article relatant une "histoire" de viol (ou de tentative) qui concernait plus particulièrement une personne connue dans les milieux de gauche.

Il était évident dès lors, que le simple fait de publier entraînerait un grossissement de l'affaire avant le procès lui-même.

Réponse : attendre les événements (le procès) pour ne pas dévoiler le système de défense et faire un procès avant le véritable du mardi 16 Mai. Sans faits "exact" (il n'y avait qu'un parti présent qui annonait : il n'y a pas eu viol.... mutisme révélateur ?) aucune possibilité de débat sur l'affaire elle-même. Une seule solution, attendre le procès pour que le débat se fasse à la seconde réunion.

VENDREDI 19 MAI 21 H 30

un groupe imposant de femmes accompagné par un texte non moins imposant (en quantité) s'installe dans la salle de réunion. Ce texte tout d'abord, fut lu par la plaignante dans un silence chargé, puis qu'il était difficile (et là, les femmes ont bien joué) d'attaquer celle qui fut, malheureusement, la victime. En tout, 3 textes furent lus, bien lus (vous les avez lus aussi) et voilà !!!

Un homme, à la fin de la lecture, se permit (bien gentiment ma foi) de critiquer la forme (humour au second degré ou non ? cf. "Les damnés du cul") L'APL renchérisait et s'attaquait toujours à cette même forme afin de l'intégrer dans un circuit commercial... (le lecteur de l'APL est-il assez fin pour comprendre un tel humour... et dieu sait quel humour!!!)

Le débat fut escamoté complètement par ce groupe de femmes à l'arrivée d'un texte mettant le point sur le fond (sur leurs contradictions) (cf. le texte "pas d'accord") et l'attaquèrent uniquement sur la forme. Non contentes d'imposer leurs textes, elles choisirent d'enlever un mot ou un autre

replaçant toujours le débat dans un faux problème. Seraient-elles donc elles, (et elles seules) les porteuses de vérité, l'élite et les porte-paroles des femmes ? (Enfin, de certaines femmes, celle qui ont pris conscience....cf. une réflexion : "Le débat, nous ne le ferons pas ici, mais entre nous" Ce qui exclut les hommes présents et les femmes qui, s'opposant à elles, sont soit manipulées par les hommes, soit idéologiquement incrotables). La preuve : à la réunion de vendredi dernier, elles sont parties parce que leur texte avait été l'objet de premières critiques intéressantes.

PARLONS sérieusement

: Nous ne voulons point critiquer pour critiquer ; il est certain que les problèmes du viol et de la violence ne sont pas faciles à traiter. Mais, est-ce une raison pour l'escamoter (comme l'ont fait ces femmes) en utilisant un langage (qu'il faut avouer) "populiste" : ce texte, en substance, nous apparaît faire appel à un manichéisme primaire (Le Bien / Le Mal) ; c'est une histoire symbole, volontairement basée sur des clichés (style Détective ou Paris-Match) pour, soi-disant, faire prendre conscience (par cet humour au second degré ah ah ah!!!) de la monstruosité du viol.

Ce schéma rentre tout à fait dans les archétypes de l'information et mass-médias habitués qui attirent le côté trivial pour mieux capter le lecteur... et en fait, l'empêcher de réfléchir. (et le lecteur de l'APL n'en est malheureusement pas exclu.)

Ce schéma nous paraît débilitant dans la mesure où il nous semble complètement dépassé dans la situation socio-politique actuelle (la prise de conscience est déjà faite où sinon ce n'est pas avec de tels moyens qu'on la fera évoluer). Il nous semble maintenant qu'il faudrait en venir au vrai problème : Pourquoi le viol ?

et quels sont les rapports entre individus masculins et féminins ? Le moyen le plus simple et le plus évident n'est pas de refuser le débat et de se retrancher dans le guettho qui est le groupe des femmes mais bien au contraire d'employer ce débat à toute heure, à tout moment, et en toutes occasions et surtout d'une façon simple.

Nous ne contestons pas le fait que la plaignante attaque en justice l'agresseur mais nous contestons la récupération d'un telfait pour l'exemplarité. Chercher à amplifier l'affaire à partir d'un procès, à partir d'une juridiction nous paraît participer au même schéma de dissuasion que celui de la peine de mort. Si, actuellement ce groupe de femmes prend comme base de lutte et comme moyen d'expression publique la représentation (ou mascarade) juridique elles s'inscrivent dans une contradiction, dans un jeu faussé d'avance : Il est évident que le coupable devant la justice cherchera à sauver sa peau en employant une défense à la limite sans rapport avec les faits (ivresse, impuissance...)

L'accuser de mauvaise foi à partir de tels arguments relève de l'inconscience ou de l'imcompréhension totale de ce qu'est une justice évidemment de classe et patriarcale.

Ce n'est pas par le hâchement de la justice que pourra s'instaurer un débat, bien au contraire elle ne fera que creuser un fossé entre "hommes agresseurs et femmes agressées".

La meilleur preuve en est que le groupe femme considère textuellement toute personne étrangère au groupe assis qui s'intéresse au "débat juridique" comme des voyeurs (euses).

Y'en a marre que "les femmes" n'appellent que les femmes pour discuter du viol (cf. APL n°33 "Nous appelons les femmes à une réunion") A croire que (dans la mesure où un débat est fait pour faire avancer les choses, rapprocher 2 parties contradictoires)

les femmes sont violées par des femmes, ou alors que les hommes sont des extra-terrestres.

Catherine, Sylvie, Yves,
et Franck -

(A SUIVRE..?)

L'AVANCÉ ET DE LA MAIN EFFLEURE LA JOUE DE MARZIA QUE CE SIMPLE GESTE ÉMEUT. LE CŒUR DE LA JEUNE FILLE BAT À COUPS PRÉCIPITÉS...



VERTOU - WARIN

...VERS OU ?

Les établissements WARIN, installés sur la zone industrielle de VERTOU, sont spécialisés dans le conditionnement des produits pharmaceutiques. Sur les 25 salariés, des femmes pour la plupart, 16 sont en grève totale depuis le 19 Avril. Nous avons été voir ces grévistes : -

● origine ?

- Nous avons monté un syndicat (CGT) au début décembre puis les élections sont venues et nous avons posé nos revendications début janvier. Le patron a refusé sur tout ce que nous avons demandé. Lorsqu'on a vu ça, on a fait des débrayages d'une heure pendant 3 jours et enfin une grève totale depuis le 19 Avril. Nos revendications portent sur une augmentation d'un franc de l'heure à compter du 1er Avril. Aujourd'hui le salaire minimum est de 10,62 F/heure. De plus, nous exigeons le 13ème mois, une prime aux vacances et un accord pour les ponts.

● quels acquis ?

- Pour l'instant tout est négatif. Le patron dit qu'il va nous augmenter d'un franc mais échelonné sur plusieurs mois et on les aura qu'en fin janvier 1979.

● le travail ?

- Nous travaillons pour les pharmacies et laboratoires. On emballe les flacons au nom des pharmaciens, on mets des étiquettes. A Nantes, on est 25 dont 16 grévistes parce que les gens des bureaux et de la maîtrise ne sont pas en grève.

La maison mère est à Villeneuve la Garenne et emploie 80 personnes. Le travail n'est pas tellement dur sur le plan de la manutention, encore que quelques cartons soient assez lourds. Sur les machines, évidemment, c'est un peu plus dur parce qu'il faut travailler plus vite, il faut effectuer un nombre de flacons par jour. Toutes les machines ne sont pas en règle, on risque d'attraper des poignées de châtaignes, les machines ne disjonctent pas toujours, en cas d'orage par exemple.

Il y a donc pas mal de risques.

● négociations ?

- Au départ, le patron de VERTOU nous avait dit qu'il ne serait question de rien accorder, que jamais la direction générale ne descendrait à Nantes. Au bout de la 3ème semaine, la direction générale est pourtant venue.

Au départ, ça été un non catégorique. La 4ème semaine une autre personne est arrivée, le directeur commercial en même temps secrétaire du Comité d'Entreprise de Villeneuve. Il nous a fait un petit baratin en nous promettant que tout irait bien si on reprenait le travail et que lui essaierait de faire quelque chose auprès du patron. Le vendredi matin, il nous a proposé un franc d'augmentation mais échelonné jusqu'en janvier 1979. Mais tout aura augmenté d'ici là et on se retrouvera au même point.

Depuis ce temps là, on est retourné tous les jours le voir et c'est le statu-quo, comme il dit.



● le reste ?...

- Alors là, c'est trop pour la maison! Pas question de 13ème mois, pas question de prime de vacances. Quant aux ponts, on pourra les faire, sauf s'il y a du travail. Autrement dit, il n'y a aucun accord.

Q.: Est-ce que vous avez vu l'Inspection du Travail?

- En principe l'Inspecteur du Travail a essayé de prendre un rendez-vous avec le directeur de VERTOU mais il n'a pas accepté.

● conflits ?

- Au départ, on a essayé de leur faire comprendre que si elles se mettaient avec nous, on avait plus de chances d'obtenir quelque chose mais il n'y a rien à faire.

Q.: Il y a des différences réelles de salaire entre les filles des bureaux et vous?

- C'est vraiment minime. Elles nous ont dit: "on est très bien payées", alors que les agents de maîtrise ont peut-être en gros 100 F de différence avec nous, c'est tout.

Avant la grève, elles disaient qu'elles n'étaient pas assez payées mais depuis elles disent que ça leur suffit.

- A moins que depuis la grève, elles ont reçu des dessous de table? Pour les encourager à ne pas faire la grève, qu'est-ce qu'ils ne feraient pas? On les accompagne même chez elles!

● la Production ...

- Ce sont elles qui font notre boulot, c'est ce qui nous énerve le plus. Elles nous avaient pourtant dit qu'elles ne le feraient pas. Pour le patron, le travail le plus urgent est fait.

En plus, une agent de maîtrise et son mari se sont ramenés devant la boîte. Ils ont sauté sur deux filles. On a été porter plainte avec un certificat de docteur. Le patron prend des photos quand on vient devant la boîte.

● le moral !...

- Très bien. On est là le matin à l'embauche et le midi. On distribue des tracts dans VERTOU. Dans la famille, nos maris comprennent très bien qu'on fasse la grève. On arrive un peu énervées le soir mais on s'arrange entre nous.

Au point de vue ambiance ici, entre les filles, c'est formidable. On est 16, on s'entend très bien, on chante, on fait des jeux, c'est formidable.

Le moral varie, il y a des hauts et des bas mais on arrive toujours à se rattraper. On tiendra deux ou trois mois s'il le faut, mais on ne cédera pas.



L.M.T.

L'IMAGINATION AU POUVOIR



PEUX TU NOUS DIRE CE QUI C'EST PASSE CETTE SEMAINE? ET FAIRE UN PEU LE BILAN?

* MARDI 30 MAI

Nous avons des réunions de secteurs. Puis on a coupé le courant à Nantes 1 en se postant devant le transformateur qui contrôle toute l'alimentation du secteur de production.

Le chef du personnel a fait venir son huissier qui a constaté que l'accès du transformateur n'était pas libre. Suite à ça le patron a décidé la mise à pieds de 7 personnes : 2 délégués pour 3 jours et également d'autres personnes car maintenant le patron tape sur les gens qui ne sont pas délégués.

Il fait des photos qu'il présente au chef de service, si il ne connaît pas les gens, et il choisit des gens au hasard.

But du jeu : Il veut impressionner ces gens là car non couvert par un mandat électif, ils sont plus faibles à licencier, en particulier il n'a pas besoin de l'accord de l'inspecteur du travail qui est nécessaire lorsqu'on licencie un délégué syndical.

Ca a duré toute la matinée. Le midi on a mangé sur place : boisson et bouffe pour 200 personnes, c'était sympa.

L'après midi on a arrêté l'action à Nantes 1 car la coupure de courant avait été assez longue pour empêcher une reprise du travail l'après midi.

On a alors décidé de continuer l'action en coupant le jus à Nantes II. Mais là, la direction avait demandé à des ingénieurs de se mettre devant le transformateur pour empêcher qu'on coupe le courant. Ils se sont relayé toute la matinée et l'après midi. Quand on est arrivé il y avait 2 ingénieurs. Ils se sont retirés sans difficultés.

NANTES I, NANTES II CA CORRESPOND A QUOI ?

NANTES I, c'est la production on y trouve les ateliers avec les machines. Il n'y a pas de bureau ça a été la 1er tranche des travaux.

NANTES 2 : ce sont les essais calculateurs c'est à dire des techniciens et service administratif.

D'un côté on a le secteur ouvrier de l'autre le secteur administratif et technique.

En coupant Nantes II, on arrête l'ordinateur I.B.M. qui gère le fonctionnement de toutes les usines de l'Ouest. Ca a semé un peu la panique.

* MERCREDI 31 MAI

On s'est fait signifié les 7 mises à pieds.

On avait une AG à 14 H. Et pour ça on avait mis une affiche à la cantine. Le chef du Personnel nous avait dit que c'était interdit. Quand il est arrivé il a bousculé les 2 filles qui étaient devant l'affiche pour essayer de déchirer celle-ci. 3 ou 4 personnes se sont pointées pour aider les filles.

Le chef du personnel a accusé une fille de l'avoir touché en disant : "Vous m'avez touché! vous m'avez touché!"

Les 6 personnes repérées à ce moment là se sont vues infligées 3 jours de mise à pied.

gées 3 jours de mise à pied.

On arrive depuis le début à 53 mises à pieds.

7 de 2 jours et 46 de 3 jours donc à l'AG on a parlé de tout ça puis on est allé à la manif qui avait lieu en ville à l'appel des 2 UL CGT CFDT.

Il y avait à peu près 400 personnes et nous étions largement majoritaires.

On a fait la manif, et il y a eu des divergences d'opinions sur les chemins à prendre (cf. photo.)

Note : Arrivé au Pont Morand, les porteurs de la banderole se sont dirigés vers le cours des 50 otages, pendant que LMT suivi par l'ensemble de la manif se dirigeait vers la Préfecture. (note APL)

Les gens étaient vachement contents pour certains c'étaient leur première manif en ville.

Cette manif a été positive pour le moral. Ce n'était pas une manif trop chiant. Après ce qui c'est passé au 1er Mai on pouvait croire que ça ne marcherait pas.

MAIS LE DYNAMISME DE LA MANIF VENAIT DE LA PRESENCE DE LMT ?

Oui... On donnait le ton, aussi bien pour décider du chemin à prendre que sur le choix des mots d'ordre.



*** JEUDI 1 JUIN**

Il n'y avait plus beaucoup de délégués dans la boîte. On était pratiquement tous en mise à pied. On s'est vu le matin, il y avait beaucoup de propositions d'actions. On s'est mis d'accord pour faire une A.G. et aller trouver Vilatte le directeur de LMT.

VILATTE était absent alors les gens ont défilé dans tous les ateliers et sont arrivés devant le bureau de PAILLÈRE qui est le directeur de toutes les usines de l'Ouest. Les filles ont demandé à le voir; tout le monde s'est précipité et on s'est entassé dans son bureau.

PAILLÈRE à joué les fier-à-bras, il battait la mesure sur les slogans qu'on lançait. Il n'était pas à l'aise, il a essayé de sortir, il n'a pas pu.



On lui a demandé s'il voulait négocier, mais rien.

Au bout de 3/4 d'heure on a décidé de sortir en bousculant un peu le chef du personnel qui se trouvait au milieu du passage. Le soir on a décidé de faire un piquet de grève pour vendredi.

*** VENDREDI 2 JUIN**

On a bouché les issues à 7 H du matin. Le patron a fait venir son huissier de poche et ils sont repartis.

Cette action est positive car il y a beaucoup de gens qui sont sortis pour la 1er fois, qui sont allés à une manif en ville et qui sont restés manger sur place, aujourd'hui, devant la grille fermée. En plus on a beaucoup de sympathisants dans la boîte. Des gens qui sont d'accord avec les mots d'ordre, avec l'action même avec les piquets de grève. Mais qui ne font pas encore le pas de venir devant le directeur. Ils financent ça n'engage pas tellement; mais il y a aussi des gens qui maintenant viennent devant le patron en disant: "on est avec eux". C'est un point positif.

ET POUR LA SEMAINE A VENIR QU'EST CE QUE VOUS ENVISAGEZ?

Tu sais, ce qui est intéressant dans le mouvement depuis le début c'est qu'on essaye de faire preuve d'originalité, c'est à dire de ne pas s'enfermer dans un type de mouvement qui fait qu'on en serait prisonnier.

Par exemple, reconduire tous les matins un piquet de grève ça donnerait l'occasion à la direction de s'organiser, de rassembler les gens décidés à forcer et puis de tenter l'action une fois pour toute.

Ici, il y a l'originalité, l'imagination au pouvoir. Il faut prévoir des choses. On a des idées mais la décision est arrêtée peu de temps avant de la faire en fonction de la situation de l'attitude du patron.

C'est une forme d'action assez spontanée, et il y a beaucoup de gens qui participent à l'élaboration du mouvement. On ne peut pas avoir la science infuse. Les gens apportent beaucoup de conseil.

On envisage d'organiser un gala mais on ne sait pas encore la date exacte, peut-être la semaine prochaine.

enquête A.P.L

GREVE DANS LES MAISONS FAMILIALES

Les Travailleurs des Maisons Familiales ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève.

Depuis Février, ils demandent des garanties concernant:

- le maintien des engagements concernant la grille unique des salaires qui leur avait été accordée;
- le maintien des avantages concernant les stages de perfectionnement;
- pas de réduction de personnel à la Fédération des Maisons Familiales.

Ils réclament également le paiement de leurs salaires, celui-ci s'effectuant actuellement avec trois semaines ou un mois de retard.

La Fédération des Maisons Familiales accuse un déficit de l'ordre de 130 millions de francs. Le Conseil d'Administration actuel refuse de satisfaire les revendications, car il veut rééquilibrer

son budget pour la rentrée prochaine, et cela sur le dos des travailleurs.

Le C. A. ayant refusé toute discussion, les travailleurs ont décidé, vendredi dernier, d'occuper symboliquement le siège de la Fédération de Loire Atlantique.

Ils n'ont eu pour toute réponse que celle du Président, M. Bouchet, leur disant:

"Vous voulez discuter?"

Mais discuter de quoi? Tout ce que j'avais à vous dire, je vous l'ai dit."

Aux travailleurs qui lui annonçaient leur décision de poursuivre le mouvement, M. Bouchet leur a dit:

"Eh bien continuez donc!"

C'est bien ce que vont faire les travailleurs en poursuivant leur mouvement la semaine prochaine.

APL



LICENCIEMENT ABUSIF

au lycée
Guitton
(Vendée)

L'historique :

- Un professeur PEGC Sciences est en congé de maternité du 17 Avril au 03 Août.

- Une vacataire assure le remplacement à partir du 17 Avril. Sa lettre d'embauche ne spécifie nullement la date d'expiration de son contrat. Or, dès le 15 Mai, elle sera avertie verbalement qu'elle sera licenciée le 29 Mai. On veut lui faire signer la fin de sa prise de fonction alors qu'elle n'a reçu aucun papier officiel de licenciement.

Pour s'opposer à ces menaces arbitraires et qui nous semblent illégales nous avons décidé de nous battre :

- le mercredi 24 Mai grève au lycée Guitton
- le lundi 29 Mai et le Mardi 30 Mai, nouvelle grève au lycée Guitton et nous nous opposons à l'installation d'une nouvelle vacataire venue remplacer la première.

CE QUE NOUS RECHERCHONS

Par ces actions nous luttons

CONTRE :

- 1) L'institution au sein de l'Education Nationale d'un nouveau corps d'employés non titulaires-non permanents "bouche trou"



- 2) La dégradation de la qualité de l'enseignement qui en résulte (dans ce cas les élèves concernés auront vu défiler cinq professeurs pour la même discipline)

La formation de ces vacataires ne correspond pas toujours à l'enseignement qu'on leur fait dispenser.

- 3) L'illégalité du procédé administratif qui, s'il était généralisé, deviendrait une menace sérieuse.

POUR :

- 1) Le maintien en poste de la première vacataire
- 2) Que le Rectorat prenne ses responsabilités pour le réemploi de la seconde vacataire.
- 3) La suppression du système des vacataires
- 4) La titularisation des auxiliaires
- 5) La création d'un Corps de titulaires remplaçants.

Une manifestation a eu lieu le mercredi 31 Mai à 17 heures devant l'Inspection Académique Cité Travot - La Roche-sur-Yon

Mercredi 31 à 17 heures une délégation intersyndicale au niveau départemental a une entrevue avec l'inspecteur d'Académie.

Rien de nouveau; Le recteur refuse de revenir sur sa décision

RENNOYONS NOS LIVRETS

ET LA

FETE

FAISONS



Les livrets sont dans de bonnes mains...

La lutte des objecteurs, des insoumis, se fait de plus en plus dure...

Les soldats ne rentrent plus dans le rang...

Et les jugements se suivent. En face on tape de plus en plus fort...

Ils disent que plus ça va moins ça va et que si ça continue, faudra que ça cesse...

ON PEUT REVER, NON ??

AUTOCOLLANTS 3 fRS

théâtre - chansons - musique - animation enfants - films - montages - expositions -

Le GRIM, LE CNSLS, le MIB, souhaitent à travers cette manifestation populaire, favoriser l'échange entre militants, permettre une information sur les luttes menées (paludiers, antinucléaires) tout en se donnant les moyens de créer la FETE.

RENDEZ-VOUS LES 1er et 2 JUILLET A NOZAY (44)
La Grignonais (possibilité de camping)

D'ici là ils recherchent une chapiteau - des tentes de toutes tailles - des planches et panneaux - une camionnette - un trépied à gaz - une bouteille de gaz propane butane - des stands - des tréteaux - des grandes tables - des caravanes - des gros cables - des talkies walkies -

S'adresser à Luc et Françoise Diouaud, Les Rivières 44 290 Guenouvry, Guéméné

5 HEURES

CONTRE LE MUNDIAL DE LA TORTURE



Le mercredi 14 juin, à partir de 18 H 30 au théâtre municipal de REZE (rue Guy Lelan).

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ARGENTIN

Avec :

- des chanteurs argentins ; Ada et Oscar MATUS
- film vidéo (45 mns "Argentine 78 : supporters si vous saviez") Cette bande vidéo a été réalisée à partir des témoignages d'argentins et de français, sur la situation de l'Argentine actuelle. Les uns qui ont été emprisonnés ou torturés, racontent ce qu'ils ont vécu et vu dans les prisons des organisateurs du Mondial. Dans cette bande également, le témoignage de personnalités ayant effectué des missions pour le compte d'organisations humanitaires.
- Télévision : retransmission de match
- forums - débat - autour du film et d'un match
- bar, buffet

Ces 5 heures sont organisées par le COBA avec la participation du Comité France Amérique Latine.

Par ailleurs le COBA a envoyé une lettre ouverte à toutes les municipalités de gauche de la région leur demandant de prendre position sur deux points :

- dénonciation du Mondial comme moyen de propagande politique
- dénonciation de la dictature militaire Argentine.

le Mouvement Indien aux U. S. A. la plus longue marche

Depuis le 11 février, les indiens de l'AIM ont entrepris "The Longest Walk" de Sacramento à Washington où ils arrivent le 11 juillet. Cette marche de 4500 km est organisée pour dénoncer les nouveaux projets de lois qui menacent le peuple Indien :

- Projet H R 9054 qui abroge tous les traités fait avec le peuple indien. Ceci pour détruire une manière de vivre et voler ce qui reste des terres indiennes.

- Projet H R 9950 qui limite les droits du peuple indien sur leurs propres réserves et dénie les droits de chasse et de pêche existant depuis des siècles.

- Projet H R 9951 qui restreint l'usage de l'eau par les indiens sur leurs terres.

- Projet H R 6869 qui enlève les droits constitutionnels de base pour tout américain. Ce projet permettrait entre autre de protéger la corruption du gouvernement et de criminaliser les individus et la presse qui dénoncent les lois anti-démocratiques et la corruption.

"Nous marchons pour l'aver du Peuple. Quand nos ancêtres arrivèrent ici, le peuple indien les accueillit amicalement et partagea volontier leur terres aimées

L'indien a toujours ressenti une responsabilité sacrée envers cette terre et depuis des siècles il vit en harmonie avec la Nature. Par exemple, la constitution iroquoise prévoyait de ne prendre aucune décision sans réfléchir aux effets qu'elles pourraient avoir sur les 7 générations à venir.

Par contre, l'homme blanc, et sa politique et son sens des affaires, ont permit la pollution technologique de ce pays et du monde entier, jusqu'au point de non retour, ceci en 1 siècle seulement".

Enfin, l'arrivée de la marche à Washington le 11 juillet rassemblera des Indiens de toutes les tribus, ainsi que les millions de pétitions de soutiens à l'AIM et Carter pourra ainsi montrer chez lui son vrai visage de "champion des droits de l'homme".

Comité de Soutien AIM
N A N T E S



radio libre 44

RADIO LIBRE 44 a émis vendredi 3 juin à 19 H 30 et samedi 4 juin à 8 heures.

Une fois à Nantes et l'autre dans la région d'Anenès, car il y avait au programme un interview des Paysans Travailleurs de la région d'Anenès qui participaient à l'action de récupération des taurillons.

L'autre partie de l'émission avait été réalisée par le COBA sur l'Argentine.

Il est à noter que c'est la première fois qu'un collectif prend en charge une émission, espérons qu'il y en aura d'autres.

EMISSION : le vendredi soir à 19 H 30 - 90 Mghz ou 96 Mghz, ou bien les deux fréquences à la fois.

R A D I O L I B R E 4 4

IRLANDE : SOLIDARITE !

LA TORTURE AUSSI...

Bien que la cour européenne des droits de l'homme ait blanchi le gouvernement britannique de l'accusation de pratiquer la torture en Irlande du Nord, les témoignages de la population et l'enquête menée par Amnesty International prouvent que cette méthode continue à être fréquemment employée par l'armée et la police. Rappelons que parmi les techniques de tortures, ce sont les britanniques qui ont expérimenté les premiers la déprivation sensorielle (le prisonnier dans sa cellule est isolé de tout bruit extérieur et ressent très vite des troubles psychologiques).

2 500 PRISONNIERS

De plus, les libertés les plus élémentaires sont quotidiennement bafouées : sur simple dénonciation, des républicains sont internés comme "membres de l'IRA provisoire". La prison préventive dure souvent plusieurs mois, et peut se prolonger jusqu'à deux années. Les prisonniers sont envoyés en Irlande du Nord, à Long Kesh et Armagh, en Irlande du Sud et un peu partout en Grande Bretagne. Les militants républicains sont internés dans des quartiers de haute sécurité où ils sont soumis au régime des prisonniers de droit commun, et non pas à un régime de prisonnier politique. Depuis plusieurs mois, une lutte pour le rétablissement du statut de prisonnier politique se développe tant à l'intérieur des prisons que dans l'ensemble de la population : dans les ghettos catholiques les prisonniers refusent d'endosser la tenue des droits communs et vivent nus sous leurs couvertures nourris de force ils font des grèves de l'hygiène, ce qui terrorise les gardiens exposés aux possibles épidémies et qui redoublent alors de brutalité.

La plupart des familles comptent ou a compté un ou plusieurs de ces membres parmi les prisonniers (actuellement environ 2500 républicains sont internés). C'est en effet dans ces zones que l'oppression britannique se fait sentir avec le plus de force, aussi bien sur le plan militaire qu'économique : ce sont des patrouilles des vérifications d'identité, des fouilles continuelles.



NEOCOLONISATION

Environ 25% des travailleurs catholiques sont au chômage. Des quartiers entiers du centre de Belfast ont été rasés ou murés, et les populations regroupées à l'extérieur de la ville dans des lotissements où aucun équipement n'a été prévu (pas de poste, super-marché, de lieu de rencontre, d'école...) en application d'un vrai plan d'urbanisme anti insurrectionnel.

Mais si au Nord l'occupation Britannique est de type colonial classique avec à la fois colonisation économique et politique, et occupation militaire, au Sud une situation néocoloniale se développe depuis l'indépendance. La plupart des moyens de productions sont aux mains des capitalistes étrangers. Le taux de chômage irlandais est un des plus forts des pays européens, et de ce fait beaucoup d'Irlandais sont contraints d'émigrer en Grande Bretagne pour trouver un emploi. Enfin, le gouvernement vichyste (ainsi que le nomme eux mêmes les irlandais nationalistes en réf. à Pétain) de l'Irlande du Sud aide les britanniques contre les républicains : le camp de Port Laoise en est la preuve.

CREATION D'UN COLLECTIF

A Rennes, un collectif de solidarité à la lutte du peuple Irlandais s'est créé dernièrement. Son action se situe dans le cadre plus général d'un soutien à tous les peuples en lutte contre l'impérialisme. Sa création a été motivée par des contacts directs avec des Irlandais républicains. Il ne soutient aucune organisation particulière, mais l'ensemble du front anti-impérialisme Irlandais. Notre but est donc actuellement l'information et la popularisation de la lutte du peuple irlandais.

Collectif de Solidarité à la lutte du Peuple Irlandais
Adresse : La cour-es-comptes
Québriac
tél. : 57-21-02

A Nantes nous appelons à la constitutions d'un tel comité. Prenez contact rapidement avec l'A.P.L. qui transmettra.

Il est question par exemple de faire venir prochainement un groupe de chanteur de "chansons rebelles" pour nous parler de cette guerre ignorée.



ancenis: LA C.A.N.A. A LA NOCE

*Tu ne vauras pas
cher, mais tu
verras quand tu
seras découpé
en morceaux.*



En début de semaine un groupe de paysans travailleurs de la région d'Ancenis inaugurerait un nouveau type d'action. Après en avoir averti la Coopérative Agricole d'ANCENIS (CANA) ils se présentaient chez un paysan sous contrat, entièrement intégré à la CANA. Ils s'emparaient d'une partie des animaux qu'ils se proposent de vendre à un négociant pour procurer au paysan intégré l'argent dont il a besoin pour survivre et régler les dettes les plus pressantes. Est ainsi mise en cause la politique de la CANA à l'égard des paysans qu'elle intègre et dont elle ne rémunère pas le travail. Pour plus d'explications deux PT nous ont reçus.

Q.: Pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous avez fait une telle action contre la CANA?

R.: Un agriculteur de la région d'Ancenis travaille depuis 12 ans avec la CANA. Il vend toute sa production agricole (veaux, taurillons de 18 à 20 mois) à la coopérative avec laquelle il a conclu des contrats. Aujourd'hui, il n'a aucune disponibilité financière, il n'a plus du tout d'argent à la maison. Il faut savoir que la CANA opère des prélèvements sur le compte du paysan parce qu'elle lui avance des farines, des jeunes veaux et elle prélève un intérêt extrêmement élevé de 10 à 15%.

Le dernier bilan du paysan que nous défendons aujourd'hui était pourtant correct mais les prélèvements de la CANA ont porté sur la presque totalité des revenus qu'il pouvait espérer.

On a demandé à la CANA de lui consentir des avances pour qu'il rembourse les emprunts du Crédit Agricole. La CANA a purement et simplement refusé. On l'a alors prévenue que l'on prendrait des animaux chez l'éleveur et qu'on les vendrait nous-mêmes à seules fins de lui apporter l'argent dont il a absolument besoin immédiatement. La CANA se dit être l'affaire des agriculteurs mais se comporte comme une entreprise capitaliste, appliquant les lois du système. Elle paie le paysan le moins cher possible et se garde une grosse MARGE pour accroître son capital, sa force, sa puissance. Il faut donc agir sur le plan syndical pour exiger la rémunération du travail paysan.

Q.: Finalement le producteur intégré n'est-il pas endetté à vie, à jamais dépendant des firmes alimentaires?

R.: La CANA, les autres firmes et le Crédit Agricole ont intérêt à ce que le producteur soit toujours endetté. Cela l'incite à beaucoup travailler, à beaucoup produire pour faire vivre sa famille et rembourser ses dettes. Les firmes n'ont pas intérêt à tuer l'agriculteur mais à lui maintenir la tête hors de l'eau, juste au ras de la flotte. On est déjà intervenu auprès de la CANA pour qu'elle reconnaisse ses fautes techniques. Par exemple le vétérinaire a reconnu la mauvaise qualité des veaux fournis. Ces veaux malades ont entraîné des frais de vétérinaires que la CANA refuse de payer. Il faudra sans doute aller devant les tribunaux. La CANA a fait aussi des erreurs de construction des bâtiments d'élevage. Il y a 5000 F de frais supplémentaires à la charge du paysan. C'est quand même extraordinaire! On ne peut plus le supporter, c'est ce qui explique notre action actuelle.

Q.: Pour vous, la prise des animaux est-elle un vol ou une récupération? Et pensez-vous que ce genre d'initiatives est appelé à se développer?

R.: Assurément, lorsque le travail du producteur n'est pas payé, il faut bien qu'on prenne les moyens pour l'obtenir. On a pris des marchandises pour assurer la subsistance d'une famille. Est-ce que c'est légal ou pas? Ce n'est pas le problème. Notre action est juste, d'une justice réelle et profonde que réclament les travailleurs face au monde de l'argent.

Q.: Mais on va vous dire : "Ce que vous voulez, c'est détruire la CANA qui emploie plusieurs centaines de travailleurs : vous allez les mettre au chômage". Que répondez-vous?

R.: C'est ce que disent les cadres supérieurs de la CANA. C'est d'ailleurs pourquoi les producteurs de veaux sont en train de s'organiser en section syndicale et refusent de tomber dans le piège de la participation à la gestion. Ils ont récemment distribué un tract pour expliquer le contraire de ce que la direction affirme. Non seulement les producteurs ne veulent pas ruiner la CANA mais si eux-mêmes sont ruinés et sont obligés de partir ou d'arrêter, la CANA aura scié la branche sur laquelle elle était assise. Et que deviendront ce jour-là les salariés? C'est à ce moment que la menace de chômage sera réelle.



Et puis enfin prenons un autre exemple. Dans l'industrie automobile il y avait trois groupes de force presque égale à la LIBERATION : Peugeot, Renault, Citroën. C'est chez Renault que les travailleurs se sont le plus organisés et ont obtenu les conditions sociales les moins mauvaises. Non seulement Renault n'a pas disparu mais fait à elle seule autant de véhicules que les deux autres réunis. La CANA ne peut pas se permettre, sous prétexte de difficultés de dire demain à ses salariés : "Je ne vous paie plus". Elle ne peut pas dire non plus la même chose au paysan : Je réduis votre revenu de moitié ou des trois quarts". C'est pourtant ce qu'elle essaie de faire dans le domaine des productions intégrées. Personne ne peut accepter de faire peser sur les travailleurs les conséquences du système économique. On le sait bien à la campagne, ce ne

sont pas les chevaux qui gagnent l'avoine qui la mangent. A la CANA c'est l'appareil de direction qui a les meilleurs revenus et qui organise l'accumulation du capital au détriment du travail ouvrier et paysan.

C'est par la solidarité des deux catégories, se reconnaissant mutuellement dans leur condition de travailleurs, s'épaulant mutuellement pour que leur travail soit justement rémunéré qu'est l'avenir de la CANA. Si la direction nous divise, il est bien évident que tout sera perdu pour les uns et les autres.

Q.: Dans la région d'Ancenis, il y a eu l'affaire de MÉSANGER où les époux Pellerin ont obtenu en justice la réintégration sur leur ferme. Où en est-on aujourd'hui?

R.: On ne peut envisager de créer une section syndicale à la CANA que parce que les PT ont réussi à faire réintégrer les Pellerin. Cette action, au départ, contestée par beaucoup, a montré qu'on a eu raison de vouloir forcer les choses, même dans l'illégalité. A Mésanger, des bruits circulent mais le propriétaire est toujours là. On est branchés sur cette affaire à 150%. Tous les jours il faut répéter à l'opinion que les Pellerin portent le poids du joug et de la chaleur sur une affaire qu'on gagne mais qui n'a pas été drôle.

Cette victoire nous permet d'introduire un nouveau débat avec la CANA sur l'intégration mais c'est un dossier qui sera sûrement plus long. Même si nous sommes dans l'illégalité, le débat ne nous fait vraiment pas peur.

ENQUETE APL

vendée: expulsion a Mouilleron

le captif...

NON A L'EXODE RURAL

A Mouilleron le Captif, Joseph TRICHET agriculteur :

- n'est pas rentable a dit un technicien de la Chambre d'Agriculture
- ne profite pas assez à la propriétaire madame BONDY

Ce paysan exploite 32 ha en fermage et 10 ha en propriété. Depuis 75 la propriétaire veut reprendre les 32 ha pour les attribuer à 2 autres fermiers voisins (les BESSON) exploitant chacun 37 et 40 ha.

Les arguments invoqués par la propriétaire pour l'annulation du bail

- mauvaise exploitation du fond
- le changement d'activité de la femme de Joseph, ce qui compromet la bonne exploitation du fond (Thérèse TRICHET tient un petit commerce depuis 71)

ne tiennent pas

1- La ferme de Joseph n'est peut-être pas modernisée mais elle est exploitée correctement. En fait on lui reproche de ne pas être rentable mais combien de petits paysans sont dans ce cas là?

2- La femme de Joseph n'est pas liée à la profession de son mari, elle a le droit d'exercer la profession qu'elle désire.

La justice a condamné Joseph TRICHET à quitter son exploitation depuis le 31 mars dernier.

Un comité de soutien pour défendre Joseph TRICHET :

Le PC, le PS, le PSU, la CPAR (Coordination pour une Alternative Révolutionnaire), HR, la CCR, le MRJC, le GRANV avec les Paysans Travailleurs, le MODEF, un groupe de paysans de Venansault (adhérent de la FDSEA) et des adhérents de la FFA viennent de constituer un Comité de soutien à TRICHET.



Pourquoi un tel Comité?

Par cette lutte nous refusons la liquidation d'un petit paysan et nous nous attaquons à l'abus de pouvoir des propriétaires fonciers.

Mais surtout la liquidation de la ferme de Joseph permet de grossir 2 exploitations voisines : c'est la même logique que la restructuration industrielle : concentrer les moyens de production et contraindre ceux qui restent à travailler toujours plus.

Cette lutte paysanne n'est donc pas étrangère aux luttes ouvrières puisqu'il s'agit de lutter :

- contre un licenciement
- pour le droit au travail

Comme prochaine étape dans la mobilisation le Comité de Soutien envisage un pique nique sur la ferme de Joseph pour le 2 Juillet.

Le Comité de soutien

Le 17 Juin à partir de 10 H30 SALLE DU MANEGE à la ROCHE SUR YON fête des PAYSANS TRAVAILLEURS

avec :

- théâtre de marionnettes Wessafic
- chansons, musique
- débats sur les luttes en cours.

MARDI 6 JUIN

● 20H Assemblée Générale des Educateurs en formation contre la sélection. 37, rue Lamoricière

CETTE SEMAINE

MERCREDI 7 JUIN

20H Assemblée Générale annuelle du Comité France-Amérique Latine. Salle de la mairie annexe de DOULON

JEUDI 8 JUIN

20H30 Réunion publique sur le Zaïre FJT ST NAZAIRE organisée par l'Organisation Communiste l'Eveil.

18H Réunion d'information du Collectif ouvriers-paysans "Vacances pour connaître la vie à la campagne" Foyer Jeune Travailleur Beaulieu 3 Bd V. Gâche

VENDREDI 9 JUIN

20H30 Réunion publique sur le Zaïre organisée par le groupe "l'Eveil" à la Fraternité Protestante.

16H "Assises bretonnes pour l'amnistie des prisonniers politiques" Maison de quartier de Villejean ST NAZAIRE (forums, films, expos) organisées par le Collectif anti-répression des peuples en lutte, avec les COBA et le CAP.

21H "Monsieur Mockinpott" théâtre de l'Alibi au Centre socio-culturel du Sillon de Bretagne. Adhérents: 7Fr
Non-adhérents: 10 Fr

ENVIRONNEMENT

-La journée de l'arbre P.2
-Pays de retz, du tourisme au nucléaire, que d'eau... p.3-4
-Le Pellerin, Vacances pas cons p. 4

SAMEDI 10 JUIN

14H à 18H Animation du centre de Nantes par des groupes de musique celtique.

● 17H "Nature du gauchisme: opportunisme ou flanc gardé de la bourgeoisie?" par le courant communiste international FJT rue du Soleil Levant ST NAZAIRE

20H30 Spectacle dans la cour du Château des Ducs de Bretagne "Chants, musique et danses de Bretagne et du Pays de Galles

21H Théâtre "la planète des Sages au Centre social des Pyramides LA ROCHE SUR YON

DIMANCHE 11 JUIN Bal populaire en breton l'après-midi en haut de la Butte St Anne.

SAMEDI 10 et DIMANCHE 11

● Fête rencontre au Château de Loir (entre Le Mans et Tours) à l'initiative de l'ENERGUMAINE et du PETIT ROUGE DE TOURAINE
montage diapos, stands, musique, danse, débats. On reçoit avec son manger.

LUNDI 12 JUIN

20H30 "le paysage en Bretagne" au Centre Jean Macé 90 rue du Préfet Bonnefoy.

20H30 "Pour les enfants, un autre lieu, un autre espace, une relation différente" à la Fraternité Protestante. Pour tout contact: collectif parents enfants 33 rue de la ville aux roses NANTES

MARDI 13 JUIN

20H30 "WHISKY GALLORE" film comique écossais à 20H30 au Celtic

MERCREDI 14 JUIN

● 18H à 24H "6 heures pour la contraception et l'avortement (chanteuses, bouffe, forums, meeting, animation) Maison de quartier des Dervallières.

SOMMAIRE

FEMMES

-Nantes:ville propre P.5
-Lettre ouverte des femmes P.5
-"Naître aux Lilas" P.6
-Par delà le bien et le mal P.6-7

OUVRIERS

-Vertou:WARIN...vers où? P.8
-L.M.T:L'imagination au pouvoir P.9-10
-Grève aux maisons Familiales P.10

ECOLE

Licenciement abusif au lycée Guittou (85) P.11

INTERNATIONAL

-5 heures contre le mondial de la torture P.12
-Le mouvement indien aux U.S.A P.12
-Irlande:Solidarité. P.13

PAYSANS

-Ancenis:La CANA à la noce P.14
-Vendée:Non à l'exode rural P.15

ABONNEMENT

Un trimestre : ☐ 12 numéros : 25 F Soutien : 40 F
Un semestre : ☐ 24 numéros : 50 F Soutien : 80 F
Un an : ☐ 48 numéros : 100 F Soutien : 150 F

NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'Ouest et l'envoyer à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

☐ 3 numéros gratuits ☐ 8 numéros 10 frs
Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal

APL

REUNION DE REDACTION

le vendredi: 21 h
ouverte à tous.

PERMANENCES

Tous les jours: 17-19 h
Telephone: 76 26 33